



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales
et foncières**

Arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-101 du 4 juillet 2025

portant mise en demeure à l'encontre de la société SAICA PACK Laval située Z.I. des Touches, 47 rue Etienne Lenoir à Laval (53000), autorisée par arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009, modifié, de régulariser la situation administrative de ses activités de reproduction graphique relevant la rubrique 2450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 11 janvier 2023, portant nomination de Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne ;

VU le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n°2020-559 du 12 mai 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2940 (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 3 septembre 2024, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

VU l'arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009 autorisant le directeur de la société Saica Pack Laval à poursuivre l'exploitation de l'activité de l'établissement implanté 47-49 rue Étienne Lenoir (Z.I. des Touches) à Laval, à augmenter sa capacité de production, sur le site susmentionné ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012229-0007 du 14 août 2012 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2009 susvisé, relatives aux modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2019 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2009 modifié, susvisé, relatives aux dispositions constructives du bâtiment de stockage de produits finis et de palettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2022 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2009, modifié, susvisé, actualisant la situation administrative du site et relatif à la modification de traitement des rejets d'eaux usées encrées ;

VU le courrier préfectoral du 29 août 2024 prenant acte des modifications des installations de production de vapeur situées sur le site exploité par la société Saica Pack Laval à la suite du dépôt d'un porter à connaissance le 14 juin 2024 ;

VU la visite d'inspection des installations classées en date du 13 mars 2025 sur le site de la société Saica Pack Laval située 47 rue Etienne Lenoir à Laval ;

VU le courriel de la société Saica Pack Laval adressé à l'inspection des installations classées le 14 mars 2025 transmettant le registre de suivi de la consommation journalière en encre d'imprimerie ;

VU le rapport et le courrier de l'inspection des installations classées du 31 mars 2025, transmis par courrier à l'exploitant à la suite de la visite du 13 mars 2025, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement et engageant la procédure contradictoire réglementaire ;

VU la transmission du rapport de l'inspection des installations classées le 31 mars 2025 à la préfète de la Mayenne, conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courriel de la société Saica Pack adressé à l'inspection des installations classées le 2 avril 2025 transmettant le registre de suivi de la consommation journalière en colle vinylique ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 27 mai 2025, transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à la société Saica Pack Laval, et lui accordant un délai de 15 jours pour présenter ses éventuelles observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et notifié le 6 juin 2025 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai imparti, sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé qui lui a été transmis ;

CONSIDERANT que les activités de la société Saica Pack Laval sont dûment autorisées par l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2009 modifié, susvisé ;

CONSIDERANT que le site de la société Saica Pack Laval est soumis à la procédure d'autorisation ;

CONSIDERANT que l'activité de reproduction graphique relève, depuis l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2009 modifié, susvisé, du régime de la déclaration sous la rubrique 2450-A de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour une consommation journalière maximale de 139 kg/j, seuil actualisé par l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2022 susvisé, à 156 kg/j ;

CONSIDERANT que l'activité d'application de colle relève, depuis la délivrance de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2009 modifié, susvisé, du régime de la déclaration sous la rubrique 2940-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour une consommation journalière maximale de 65 kg/j, seuil actualisé par l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2022, à 96 kg/j ;

CONSIDERANT que, lors de la visite d'inspection en date du 13 mars 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le suivi mensuel des consommations, en encre et colle, laissait présager une augmentation des consommations journalières desdites matières sans que l'exploitant ne soit en mesure de démontrer le respect des seuils par un registre des suivis journaliers ;

CONSIDERANT que dans son courriel du 14 mars 2025, l'exploitant a transmis un registre des suivis journaliers des consommations en encre, concernant son installation de reproduction graphique, pour un maximum journalier de 365 kg/j ;

CONSIDERANT que le seuil de l'autorisation pour les installations soumises à la rubrique 2450-A de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est fixé à 200 kg/j ;

CONSIDERANT que dans son courriel du 2 avril 2025, l'exploitant a transmis un registre des suivis journaliers des consommations en colle, concernant son installation d'application, pour un maximum journalier de 127 kg/j ;

CONSIDERANT que le seuil du régime de l'enregistrement pour les installations soumises à la rubrique 2940-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est fixé à 100 kg/j ;

CONSIDERANT que les modifications des conditions d'exploitation des installations classées susmentionnées, n'ont pas été portées à la connaissance de l'autorité administrative comme le prévoit l'article L. 181-14 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les installations classées sous les rubriques 2940-2-a, soumise au régime de l'enregistrement et 2450-A-a, soumise au régime de l'autorisation, sont exploitées sans avoir fait l'objet d'une autorisation délivrée par l'autorité administrative ;

CONSIDERANT l'article L. 171-7 du code de l'environnement qui dispose que : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an.* » ;

CONSIDERANT que le rapport et le projet d'arrêté de mise en demeure ont été transmis à l'exploitant, qui a été invité, dans le cadre de la procédure contradictoire, à émettre éventuellement des observations dans un délai de 15 jours ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas fait part d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé qui lui a été soumis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er}

La société Saica Pack Laval, exploitant des installations, de reproduction graphique et d'application de colles 47 rue Etienne Lenoir à Laval, est mise en demeure de régulariser :

- sous un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, sa situation administrative par la transmission, auprès de l'autorité administrative d'une demande d'examen au cas par cas, tel que le prévoit l'article R. 122-2 du code de l'environnement, l'augmentation en capacité de son activité de reproduction graphique (rubrique 2450) dépassant en elle-même le seuil de l'autorisation ;
- sous un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, sa situation administrative par la transmission auprès de l'autorité administrative d'un porter à connaissance, en application des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement.

L'instruction de ces éléments permettra de statuer sur la substantialité ou la notabilité des modifications des conditions d'exploitation des installations classées, en vu de l'engagement d'une nouvelle procédure d'autorisation ou de la fixation de prescriptions complémentaires.

ARTICLE 2

L'exploitant adresse à la préfète de la Mayenne (direction de la citoyenneté – bureau des procédures environnementales et foncières) et à l'inspection des installations classées, dans le délai fixé à l'article 1 du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à ce même article.

ARTICLE 3

Dans le cas où l'une ou plusieurs des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 :

L'arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, et jusqu'à la justification du respect de toutes les dispositions de l'article 1 du présent arrêté, sur le site internet des services de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

ARTICLE 5

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général
de la préfecture de la Mayenne,



Ronan LÉAUSTIC

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.

**ANNEXE à l'arrêté préfectoral portant mise en demeure
à l'encontre de la société SAICA PACK située à Laval (53000)**

Article L. 171-7 du code de l'environnement

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. Elle peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € par le même acte que celui de mise en demeure ou par un acte distinct.

Elle peut, par le même acte ou par un acte distinct, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent.

L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure.

L'autorité administrative peut, à tout moment, afin de garantir la complète exécution des mesures prises en application des deuxième et troisième alinéas du présent I :

1° Ordonner le paiement d'une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de ces mesures. Elle peut, en sus de l'astreinte, infliger une amende au plus égale à 45 000 €. L'amende et l'astreinte sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement. Les deuxième et troisième alinéas du 1° du II de l'article L. 171-8 s'appliquent à l'astreinte ;

2° Obliger la personne mise en demeure à s'acquitter, entre les mains d'un comptable public, du paiement d'une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser. Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. L'opposition devant le juge administratif à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative n'a pas de caractère suspensif.

Une fois la somme recouvrée par le comptable public, celui-ci procède à sa consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de déconsignation et les conditions dans lesquelles les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, ainsi que les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective ;

3° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées auprès de la Caisse des dépôts et consignations en application du 2° du présent I sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées.

II.-S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification est rejetée, ou s'il est fait opposition à la déclaration, l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code.

Elle peut faire application du II de l'article L. 171-8 aux fins d'obtenir l'exécution de cette décision.

III.-Sauf en cas d'urgence, et à l'exception de la décision de mise en demeure prévue au premier alinéa du I du présent article, les mesures mentionnées au présent article sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

